

Nouvelles locales des lundi 10 et mardi 11 novembre 2014

@rib News, 11/11/2014 à—Š Mardi 11 novembre 2014 ĩ Politique - Lâ€™Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient de dâ€™cider le retrait dâ€™finitif des dâ€™membres de la Commission Electorale Nationale Indâ€™pendante (CENI). Selon le prâ€™sident de cette association de la sociâ€™tâ€™ civile burundaise, ils ont dâ€™crit beaucoup de correspondances dans le but de chercher à amener la CENI au dialogue, mais en vain. Gabriel Rufyiri trouve au contraire que les membres de cette organisation qui avaient dâ€™tâ€™ nommâ€™s dans les CECI ont dâ€™tâ€™ intimidâ€™s aprâ€™s quâ€™tâ€™ils aient annoncâ€™ quâ€™tâ€™ils ne participeront pas dans ces commission avant que la CENI ait dâ€™tudâ€™ irrâ€™gularitâ€™s constatâ€™es.

Selon lui, cette CENI est en train dâ€™tâ€™ adopter une attitude suicidaire de tout faire par la force et trouve que cela peut conduire le pays dans un gouffre. Il affirme quâ€™tâ€™il nâ€™tâ€™a rien dâ€™tâ€™ autre demandâ€™ quâ€™tâ€™une râ€™union entre tous les co que les dâ€™quivoques soient levâ€™s. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] ĩ Justice - La police de la Tanzanie a arrâ€™tâ€™ ce lundi deux jeunes Imbonerakure sur le territoire tanzanien alors que ces derniers procâ€™daient à la collecte sans quittance de lâ€™tâ€™ argent sous la casquette dâ€™tâ€™ agents du Service documentaire anti-fraude. Tous originaires de la zone Kabonga de la commune Nyanza-lac de la province Makamba, lâ€™tâ€™ un dâ€™tâ€™ eux est parmi les responsable de la ligue des Imbonerakure dans cette zone alors que lâ€™tâ€™ autre est un membre simple et ont dâ€™tâ€™ arrâ€™tâ€™s en possession de leur butin du jour. Ils ont ensu dâ€™tâ€™ remis à la police de Nyanza-lac qui indique que leur dossier est en cours de confection et sera transmis au commissariat de la police anti-corruption dans la râ€™gion sud. Le reprâ€™sautant de la ligue Imbonerakure dans cette commune fait savoir que ces jeunes doivent être punis individuellement dâ€™tâ€™ tant mâ€™me donnâ€™ que leur ligue ou leur parti ne leur avait pas demandâ€™ dâ€™tâ€™ agir ainsi. De sa part, la sociâ€™tâ€™ concernâ€™e fait savoir quâ€™tâ€™elle nâ€™tâ€™a pas encore p recrutement de ses agents dans cette province. Ajoutons que dans ce contexte, dâ€™tâ€™ autres jeunes sont incarcâ€™râ€™s à Kayogoro de la mâ€™me province aprâ€™s leur arrestation en Tanzanie. [bonesha/isanganiro] - Les anciens travailleurs de la Sociâ€™tâ€™ de Gâ€™rance du Marchâ€™ Central de Bujumbura (SOGEMAC) demandent au gouvernement et aux organisations de dâ€™fense des droits de lâ€™tâ€™ homme de tout faire pour que leur statut soit respectâ€™ en tant que crâ€™anciers privilâ€™giâ€™s de cette sociâ€™tâ€™ dans sa liquidation. En effet, lâ€™tâ€™ avocat de ces derniers trouve que le prâ€™sident de la Cou suprâ€™me du Burundi et celui du Tribunal de commerce de Bujumbura ne devraient pas dâ€™cider de signer un document octroyant le paiement de plus de 400 millions de nos francs à un des crâ€™anciers de cette sociâ€™tâ€™ alors que les travailleurs ont rang de crâ€™anciers privilâ€™giâ€™s. Maâ€™tre Raphaâ€™l Horumpende trouve que comme ceux qui sont en train de prendre ces dâ€™cisions illâ€™gales sont des mandataires publics, câ€™tâ€™ est le gouvernement qui va payer suite aux fautes que certaines personnes du monde de la justice sont en train de commettre alors quâ€™tâ€™elles sont les premiâ€™res à connaâ€™tre le droit. Il demande à toute personne soucieuse de la sauvegarde des intâ€™râ€™ts de lâ€™tâ€™ Etat dâ€™tâ€™ agir en temp [bonesha/isanganiro/rtr] ĩ Sâ€™curitâ€™ - Le Conseil National de la Sâ€™curitâ€™ (CNS) a tenue une râ€™union dans lâ€™tâ€™ aprâ€™s de ce lundi sous la direction du prâ€™sident de la Râ€™publique. Il sâ€™tâ€™ est en effet râ€™jouit du fait que la paix et la sâ€™curitâ€™ connaissent une avancâ€™e significative malgrâ€™ quelques cas dâ€™tâ€™ assassinat liâ€™s aux vols et aux conflits fonciers. Il a dâ€™galemment dâ€™plorâ€™ le fait que certains mâ€™dias prennent la question de la sâ€™curitâ€™ pour dramatique et veulent dâ€™criâ€™ situation dâ€™tâ€™ une maniâ€™re contraire à la râ€™alitâ€™. Il trouve que cela est de nature à dâ€™sorienter la population puis que dâ€™ rumeurs engendrent la peur et le dâ€™sespoir. Il a ainsi demandâ€™ au gouvernement de prendre des mesures qui sâ€™tâ€™ imposent pour sauvegarder les acquis de la sâ€™curitâ€™. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] - Malgrâ€™ ce communiquâ€™ dâ€™ CNS, des cas dâ€™tâ€™ insâ€™curitâ€™ continuent de sâ€™tâ€™ observer ici et là. En effet, une personne a dâ€™tâ€™ blessâ€™e la nuit de dâ€™ mardi dans la commune urbaine de Kanyosha. Selon des sources sur place, il dâ€™tâ€™ait vers 2h du matin quand des hommes armâ€™s de machettes et vâ€™tus de longs manteaux ont attaquâ€™ une parcelle oâ€™1 logent des vendeurs de charbon. Ils leur ont exigâ€™ de leur donner de lâ€™tâ€™ argent mais ces derniers ont affirmâ€™ quâ€™tâ€™ils nâ€™tâ€™ont aucun sou sur eux dâ€™tan versent, en fin de journâ€™e chez leur patron, tout lâ€™tâ€™ argent râ€™coltâ€™ pendant celle-ci. Les voleurs nâ€™tâ€™ont pas dâ€™tâ€™ co des explications reâ€™sues et ont blessâ€™ gravement à la machette une personne pour la contraindre à tout donner. Aprâ€™s avoir remarquâ€™ quâ€™tâ€™ils ne vont rien avoir, ils ont pris tout ce quâ€™tâ€™ils pouvaient prendre dans cette maison et sont partis aprâ€™s que la population des alentours ait commencâ€™ à appeler au secours. Lâ€™tâ€™ administrateur de la commune Kanyosha estime quâ€™tâ€™il sâ€™tâ€™ agit bien de bandits. Bampoye Abdoul tranquillise tout de mâ€™me la population que la sâ€™curitâ€™ est bon promet de travailler en concertation avec tous les concernâ€™s pour sauvegarder cette situation.

[rtnb/rpa/isanganiro/bonesha/rtr] - De plus, une grenade a dâ€™tâ€™ lancâ€™e la nuit de ce lundi dans une habitation du quartier Mugoboka I de la commune urbaine de Rohero. Selon le propriâ€™taire de cette parcelle, il dâ€™tâ€™ait vers 23h que ces inconnus ont lancâ€™ cette grenade qui a vite explosâ€™ et tuâ€™ le chein de ce dernier. Il voit que ces attaques auraient un but bien prâ€™cis puisque dans les jours passâ€™s, des bandits ont attaquâ€™ et volâ€™ certains objets facilement transportables dans ce mâ€™me mâ€™nage. Il demande, de mâ€™me que la population de ce quartier, lâ€™tâ€™ installation dâ€™tâ€™ une position policiâ€™re dans quartier dâ€™tâ€™ tant donnâ€™ que la police qui se trouve à Mutanga sud est trop loin pour intervenir en temps utile. Le chef de quartier confirme ces informations et ajoute quâ€™tâ€™il a prâ€™sentâ€™ ce souhait de la population aux autoritâ€™s policiâ€™res et di quâ€™tâ€™il attend une râ€™ponde quâ€™tâ€™elles vont y apporter. [isanganiro] ĩ Economie - Aprâ€™s les agissements ce lundi du gouverneur de la province de Bubanza contre la culture de STEVIA, Anselme Nyandwi a tenu ce mardi à sâ€™tâ€™ expliquer. En effet, il a estimâ€™ que les travailleurs des pâ€™ciniâ€™res de cette culture viennent de passer deux mois sans percevoir leurs salaires. De plus, il affirme que la culture est en train dâ€™tâ€™ être introduite sans lâ€™tâ€™ aval des autoritâ€™s du ministâ€™re de lâ€™tâ€™ Agriculture et de lâ€™tâ€™ dâ€™levage. En fin, il estime que sa province risque de tout perdre du moment quâ€™tâ€™elle connaâ€™tâ€™ introduction de la canne à sucre et qui, jusquâ€™tâ€™mâ€™ prâ€™sent, nâ€™tâ€™a pas encore donnâ€™ de râ€™ultats positifs. Selon lui, qu embrasse mal dâ€™treint. Pourtant, il affirme quâ€™tâ€™il dit tout cela comme profane en la matiâ€™re dâ€™tâ€™ tant donnâ€™ quâ€™tâ€™il nâ€™tâ€™ agronome, mais prâ€™cise que sâ€™tâ€™ il dâ€™tâ€™ait parmi ceux qui prennent des dâ€™cisions au dernier dâ€™chelon, la culture de STEVIA devrait pas être la bienvenue dans cette province. [isanganiro] à—Š Lundi novembre 2014 ĩ Politique - Les partis politiques râ€™unis au sein de lâ€™tâ€™ ADC-Ikibiri dans la province de Cankuzo ont adressâ€™ une correspondance à la prâ€™sident

de la CEPI dans cette province pour lui faire part de leurs inquiétudes quant à l'attitude du parti CNDD-FDD qui serait en train d'octroyer des attestations de service rendus dans le but de leur faciliter l'accès à des places sur les listes de ceux qui doivent être recrutés dans les opérations électorales de 2015. Selon cette correspondance, cela est une manière de frauder les élections parce que ceux qui seront recrutés vont tout faire pour satisfaire le parti au pouvoir. Ils pointent du doigt la direction provinciale de l'enseignement (DPE) de même que la direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage (DPAE) dans cette province de s'impliquer dans ce travail. Le directeur provincial de l'enseignement admet qu'il a donné des attestations de service rendu aux personnes qui ont participé dans des opérations de collecte de données mais il admet ne pas savoir la destination de ces attestations. La présidente de la CEPI dans cette province annonce quant à elle que les documents présentés par les candidats vont être analysés scrupuleusement pour en vérifier l'authenticité. Selon certaines sources, le parti CNDD-FDD aurait promis aux chefs de cette province qu'ils recevront des places dans le recensement de la population en âge de voter à condition d'adhérer à ce parti. [rpa/bonesha/isanganiro] - Le chef de la zone Buruhukiro de la commune Rumonge en province Bururi affirme qu'il ne peut pas tolérer le comportement de certains jeunes affiliés au parti au pouvoir dans cette zone. En effet, Edmond Nduwayo fait savoir que les jeunes de ce parti dans cette zone dont Ernest Nduwayo ont refusé qu'ils arrêtent d'autres jeunes qui étaient en train de perturber la tranquillité des citoyens arguant même qu'ils ne pas la compétence. Il estime que dans un pays de droit, chacun doit répondre de ses actes et trouve que ces Imbonerakure n'ont aucune compétence pour lui empêcher de procéder à l'arrestation des fauteurs de trouble. Il qu'il va porter cette affaire devant ses supérieurs hiérarchiques afin que des mesures soient prises. Les organisations de la société civile dans cette commune estiment que les autorités administrative et judiciaires devraient suivre de près cette situation afin de ne pas privilégier l'impunité. [rpa/bonesha/isanganiro] - Justice - Audience publique devant la Cour administrative de Bujumbura dans l'affaire opposant Justin Nyakabeto au gouvernement du Burundi. Le représentant du ministre public a demandé que cette affaire soit fixée devant la Cour spéciale des terres et autres biens. Mais, l'avocat de la partie demanderesse estime que cette demande n'est pas fondée et qu'elle serait injuste puisque Justin Nyakabeto ne remplit pas les conditions de comparaitre devant cette juridiction dans cette affaire. Maître Gilbert Ndikumana trouve que son client n'a jamais comparu devant la CNTB alors qu'il s'agit dans une condition sine qua none. Il trouve pourtant que la réponse que cette Cour va donner n'est pas du tout loin des requêtes du ministre public. Il demande une considération de la loi qui, selon lui, est la seule à être prise en compte. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr] - Sécurité - Un corps sans vie d'une jeune fille a été découvert ce lundi à la rizière entre la commune Ryansoro de la province Gitega et la commune Matana de la province Bururi. Selon des sources sur place, la jeune fille présentait des signes de blessure au niveau du cou, ce qui laisse penser à un étranglement. La police annonce qu'elle a commencé des enquêtes mais précise qu'il est difficile de connaître les auteurs de ce forfait. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] - Alors que le ministre de l'Intérieur parle d'une dramatisation de la situation sécuritaire par les journalistes, l'Observatoire de la Presse Burundaise (OPB) trouve de son côté que les propos d'Edouard Nduwimana sont déplacés et contraires à la réalité. Le président de cette association des médias est d'avis qu'il n'y a rien de dramatique du moment que les journalistes produisent ce qu'ils récoltent sur terrain. Innocent Muhozi constate plutôt que les autorités administratives ou policières devraient tranquilliser la population et lui montrer l'attitude à prendre. Il demande une collaboration avec les journalistes pour que la situation soit maîtrisée dans les meilleurs délais. [bonesha/rtr] - Économie - La culture de Stevia continue de subir des déstabilisations dans la plupart des provinces du pays. Ce lundi matin, le gouverneur de la province de Bubanza a tenté d'arrêter les 100 travailleurs d'une pépinière de cette plante dans la commune de Gihanga de cette même province. Anselme Nyandwi a comparé cette plante à du chanvre ou à une culture d'origine politique affirmant même qu'elle sème le désordre dans cette province. Malgré ces mots, ces travailleurs lui ont résisté qu'ils ne peuvent pas arrêter de travailler puis que le gouverneur ne va pas leur donner les 3.000 Fbu qu'ils reçoivent chaque jour après le travail. L'autorité provinciale n'a pas osé et est allée appeler la police qui a dispersé ces travailleurs arrêtant même l'agronome superviseur des travaux à cette pépinière qui a été arrêté le soir de ce lundi même. De plus, les activités sur ce site ont été autorisées à reprendre. Signalons que c'est la 4^{ème} fois que les activités sur ce site sont interrompues sans raison valable. [bonesha]